

# Cahier du participant

---

Camps d'été interrégionaux  
sur les questions internationales  
et européennes

# Sommaire

Editorial de Laurianne Deniaud	2
1. Quelle vision de la « communauté internationale », quelles réformes des institutions multilatérales (fonctionnement de l'ONU, du FMI, de l'OMC, du G20... création de nouvelles institutions...) la France doit-elle porter ?	3
2. Quelle approche de la sécurité collective les socialistes français doivent-ils préconiser ? Quelle adaptation de sa propre politique de défense la France doit-elle notamment envisager (participation à l'OTAN, de la défense européenne, du nucléaire) ? Quels principes adopter dans la gestion des conflits, quelle position socialiste vis-à-vis des conflits en cours : Afgha-nistan, Irak, Proche-Orient... ?	4
3. Quelle vision ambitieuse et réaliste de l'avenir de l'Europe les socialistes peuvent-ils dé-fendre dans les années qui viennent ? Quelles stratégies d'alliance peuvent-ils suivre, quelles propositions doivent-ils défendre sur le périmètre, les institutions, les politiques ?	8
4. Quelle orientation la France et l'Europe devraient-elle défendre demain dans les discus-sions sur l'évolution des règles du commerce mondial ? Quel contenu donner notamment au concept de « juste échange » ?	10
5. Quelles solidarités, quelles aides ou quelles facilités accorder pour faciliter le développe-ment des pays les plus pauvres ? Comment appréhender la transition des économies, le développement, la compétition pour l'accès aux ressources, les flux migratoires ?	12
6. L'Euroméditerranée, un nouvel espace ?	14

## Edito



Chères amies, Chers amis,

Le monde a beaucoup changé depuis 8 ans que la droite est au pouvoir. En 2012, nous devons faire face aux conséquences de la crise, sous toutes ses formes (sociale, économique, financière, politique, environnementale, énergétique, alimentaire). Nous devons être les moteurs de la relance d'une construction européenne aujourd'hui à l'arrêt. Nous devons envoyer un message clair aux jeunes Français qui se battent au péril de leur vie, sans même savoir pourquoi, dans la province de Kapissa, dans l'est de l'Afghanistan.

Pour les Jeunes Socialistes, les questions internationales sont essentielles. Au congrès de Grenoble, nous avons fait le choix de proposer aux fédérations d'être actrices de la politique internationale de l'organisation. Le festival d'ECO-SY (jeunes socialistes européens) a été annulé, nous avons alors décidé d'organiser des camps d'été interrégionaux, afin que tous les Jeunes Socialistes puissent s'appropriier ces problématiques. Au cours de ces week-ends, nos ateliers sur les grands enjeux planétaires nous permettront de rencontrer des acteurs qui se battent pour un monde meilleur, nous confronterons notre vision de la société planétaire avec nos camarades de la jeune gauche européenne, nous réfléchirons à comment militer au quotidien sur ces questions ou encore comment monter un projet international dans nos fédérations.

L'international est un sujet sur lequel nos aînés ont longtemps abandonné l'utopie d'un monde meilleur pour un réalisme fataliste et une gestion sans ambition. Cela est en train de changer, saisissons-nous de cette convention pour définir les contours du monde dont nous rêvons ! Un monde dans lequel nous agissons pour faire vivre nos valeurs internationalistes. Un monde régi par un nouveau modèle de développement et non plus par des rapports d'exploitation. Un monde où la planète serait un bien commun de l'humanité et non plus une part de marché, un instrument de croissance destructrice.

La convention du Parti Socialiste sur les questions internationales, qui se tiendra à l'automne, est organisée en 6 ateliers, sur les institutions internationales, la politique de sécurité et de défense, la construction européenne, le juste-échange, les Suds et l'Euroméditerranée. Pour chacun de ces ateliers, un texte, dans ce cahier, reprend notre base de réflexion, les positions historiques du MJS. A nous de les compléter, de les amender, de mettre l'accent sur les enjeux qui nous paraissent essentiels. Ces positions ne sont qu'un départ pour des camps d'été qui doivent être un moment d'invention, de confrontation, d'ébullition intellectuelle. Une synthèse de ces travaux sera présentée à la rentrée au Bureau National, qui transmettra au Parti Socialiste les propositions que nous aurons produites.

Soyons inventifs et audacieux, et construisons, tout au long de l'été, le monde dans lequel nous voulons vivre.

Bons travaux à tous !

*Laurianne Denaud*

**Présidente des Jeunes Socialistes**

## **1. Quelle vision de la « communauté internationale », quelles réformes des institutions multilatérales (fonctionnement de l'ONU, du FMI, de l'OMC, du G20... création de nouvelles institutions...) la France doit-elle porter ?**

Les institutions internationales doivent refléter la vision que nous avons des relations internationales. Leur fonctionnement doit aller vers plus de justice, d'équité, de solidarité et de démocratie.

En temps qu'internationalistes, nous avons pour ambition la création d'un gouvernement mondial. Or, cet idéal a été abandonné avec la mort de la Société des Nations. Si l'Organisation des Nations Unies (ONU) doit être réformée en priorité, c'est véritablement l'ensemble des institutions internationales qui doit être repensé.

### **Faire de l'ONU un Gouvernement mondial**

#### **Le conseil de sécurité**

Le conseil de sécurité (CS) des Nations Unies est un organe opérationnel de gestion de crise. Sa composition actuelle (USA, Russie, Chine, Royaume-Uni, France, membres permanents, plus 10 membres non permanents, élus par l'Assemblée générale pour un mandat de 2 ans) reflète des équilibres d'un autre temps. La légitimité de ses décisions est entachée par ce déficit démocratique, qui ignore largement l'Afrique et l'Amérique latine. Afin de remédier à cela, il convient de revoir le nombre des membres permanents, en l'augmentant afin de permettre l'entrée de 2 membres africains, d'un membre sud Américain et d'un autre membre asiatique.

Le droit de veto des membres permanents devra également être abrogé. Il est en effet peu démocratique et sa raison d'être n'est plus que la conservation de leur prestige par quelques puissants. De plus, l'utilisation qui en est faite sert avant tout à assurer les égoïsmes des dépositaires de ce droit et à les mettre à l'abri de toute sanction, ce qui leur permet une impunité totale (intervention américaine en Irak, intervention russe en Géorgie). La défense des Etats amis ne respectant pas les règles internationales est aussi à déplorer (Chine/ Corée du Nord, Etats-Unis/Israël, etc.).

#### **L'Assemblée générale**

L'assemblée générale des Nations Unies doit retrouver son rôle premier de grand forum international. Il est indispensable de retrouver la dynamique qui a pu prévaloir dans le passé, comme lors des discussions sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Mais le manque de volonté des Etats, qui n'ont pas tenu leurs engagements, a rendu ces objectifs aujourd'hui bien lointains. Il faut les réactiver et que les Etats s'engagent à tenir leurs promesses.

Comme pour les discussions sur le climat, les égoïsmes persistent aujourd'hui largement. Il est de la responsabilité du Secrétaire Général de créer cette dynamique indispensable. L'assemblée générale doit être le lieu où sont discutées les grandes orientations mondiales.

Enfin, ses résolutions doivent être contraignantes au même titre que celles du CS.

#### **L'action de l'ONU**

Il est indispensable que tous les Etats s'acquittent de leur participation financière. Il est inacceptable que des pays développés ne le fassent pas. Afin de garantir cela, il faut suspendre le droit de vote des pays débiteurs. S'il est un impératif, c'est que l'ONU retrouve son pouvoir coercitif. Cela passe par un budget de fonctionnement à la hauteur de l'enjeu et par le renforcement du nombre de Casques Bleus, afin de faire respecter les résolutions prises par le CS et l'AG.

Afin de faire permettre à l'ONU de devenir à terme un véritable gouvernement mondial, il est nécessaire de

mettre en place les outils de son efficacité. Cela passe principalement par l'encouragement des intégrations régionales au niveau des continents et sous-continentaux.

## **Pour l'avènement d'une justice internationale**

Le droit international a connu une inflation dans les dernières décennies. Les règles, définies par les traités ou par coutume, doivent être pleinement appliquées et les contrevenants doivent être sanctionnés, sans qu'un Etat ne puisse rester impuni en cas de violation du droit international.

C'est toute l'ambition de la Cour Pénale Internationale (CPI). La France, tout en la ratifiant, a mis de nombreuses barrières à son application pour elle et ses ressortissants. Les socialistes, de retour au pouvoir, devront les faire sauter. Une action volontariste devra également être entreprise afin de convaincre les derniers pays qui ne l'ont pas ratifié (USA en premier lieu) de le faire. L'absence de certains grands pays dans la CPI et les nombreuses barrières mises par les pays occidentaux accroissent le sentiment d'injustice que peuvent ressentir les pays africains notamment.

## **Repenser les agences**

Il est indispensable de repenser radicalement l'ensemble des organisations internationales, dans tous les domaines, de l'Organisation Mondiale de la Santé à l'Organisation Mondiale du Commerce, du Fonds Monétaire International à l'Organisation Internationale du Travail, de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique à l'UNICEF (Fond des Nations Unies pour l'Enfance), du Haut-Commissariat aux Réfugiés à la Banque Mondiale.

Même si c'est déjà le cas pour certaines, elles devront être fortement reliées à l'ONU, dont l'AG donnera une lettre de mission politique pour leur fonctionnement. Leurs décisions ne devront pas souffrir contestation ni rester lettre morte. Des mesures coercitives devront là encore être mises en place. Il n'est pas acceptable que les seules décisions internationales à être respectées à l'heure actuelle soient celles de l'organe de règlement des conflits de l'OMC.

Mais plus encore, c'est une véritable bataille culturelle qui doit être livrée au plan international, afin de débarrasser les institutions intervenant dans le domaine économique de leurs dogmes néolibéraux. Les politiques menées à ce titre par le FMI, la Banque mondiale ou encore l'OMC, ne sont pas acceptables pour des socialistes. Les inégalités, notamment en terme de droit de vote, dans ces institutions, sont également inacceptables.

Un enjeu essentiel sera de redéfinir les règles de la gouvernance économique mondiale. La crise et les échecs des G2, G8 ou encore G20 nous pousse à la constitution d'un nouveau Bretton Woods, afin de définir les nouvelles règles de fonctionnement de l'économie mondiale.

S'il est un enjeu essentiel pour que les institutions internationales voient leur fonctionnement grandement amélioré dans les prochaines années, c'est bien celui de la régionalisation. Les différents continents et sous-continentaux doivent poursuivre leur intégration, première étape vers un gouvernement mondial.

## **2. Quelle approche de la sécurité collective les socialistes français doivent-ils préconiser ? Quelle adaptation de sa propre politique de défense la France doit-elle notamment envisager (participation à l'OTAN, de la défense européenne, du nucléaire) ? Quels principes adopter dans la gestion des conflits, quelle position socialiste vis-à-vis des conflits en cours : Afghanistan, Irak, Proche-Orient... ?**

### **L'Europe comme échelon pertinent pour la politique de défense**

Le sommet franco-britannique de Saint-Malo qui eut lieu en décembre 1998, marqua véritablement le lancement de l'Europe de la défense en lui permettant de se doter d'une « capacité autonome d'action ». Le sommet d'Helsinki en 1999 a permis la création d'une force de réaction rapide capable d'effectuer des missions dans le cadre fixé par la déclaration de Petersberg (1992) : missions humanitaires et d'évacuation, de maintien de la paix, de gestion des crises et de rétablissement de la paix. Aussi, avec le traité d'Amsterdam, l'Union s'est donnée le droit de mener des opérations militaires, d'évacuation de ressortissants, ainsi que de maintien de la paix. Toutes ces missions s'inscrivent dans les missions dites de « Petersberg ».

Néanmoins, le retour de la France dans le commandement intégré de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2009 porte un coup considérable à l'avancée nécessaire de l'Europe de la Défense et à son autonomie. Pourtant, si l'Europe souhaite exister véritablement sur la scène internationale, la relance de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) est primordiale afin de répondre de manière adéquate aux enjeux futurs qui nous attendent et de faire face aux menaces globales (Prolifération des Armes de Destruction Massives, terrorisme, trafics divers, piraterie maritime ...). Il est donc urgent d'augmenter les capacités militaires de l'Union Européenne, avec pour objectifs de déployer 60 000 hommes en 60 jours comme l'entendait le traité d'Helsinki, de renforcer l'information et le renseignement spatial européen, d'accroître le budget communautaire de défense européenne, et de favoriser la mise en place de programmes de développement et d'une base industrielle de défense européenne.

Notons également que la stratégie de sécurité européenne qui nous permet de faire face aux menaces (les conflits régionaux par exemple) peine à se développer. C'est une faiblesse de poids pour l'Europe afin de renforcer la démocratie, la paix et le multilatéralisme et de peser dans les décisions politiques mondiales. La rédaction du document sur la stratégie de sécurité de l'Union en 2008 par la Commission Européenne est également insuffisante, car elle ne prévoit aucune stratégie vis-à-vis de l'OTAN et de la Russie, et n'est surtout pas adaptée aux préoccupations nouvelles (cybersécurité, sécurité énergétique). Aujourd'hui, il est donc primordial que l'Union redéfinisse une réelle stratégie politique et militaire autonome.

Enfin, il est indéniable que le transfert de cette compétence vers l'UE permettra une meilleure efficacité mais aussi une plus grande efficacité. Il est en effet moins cher de défendre un continent que d'additionner les budgets de défense de chacun des 27.

### **Nucléaire militaire : vers un Global Zero**

Une autre question fondamentale est celle du nucléaire militaire. En effet, la lutte contre la prolifération est un enjeu majeur afin d'assurer la stabilité mondiale. Le Président Obama a remis parmi ses priorités internationales le désarmement nucléaire. Le 8 avril dernier avait lieu la signature du traité START II entre les Etats Unis et la Russie sur le désarmement nucléaire (limitation à 1550 ogives, vérification des installations nucléaires...). Malgré cette avancée dans le cadre de la lutte contre la prolifération et du progrès du désarmement, d'autres défis nous attendent, car nous devons persuader des puissances comme l'Inde et le Pakistan de renoncer à l'arme nucléaire, renforcer également les moyens de contrôle et de transparence sur la production des

matières fissiles militaires. Les puissances occidentales sont incapables de gagner la guerre en Afghanistan, les crises nucléaires iranienne et nord-coréenne, et de penser une véritable stratégie de lutte contre la prolifération. L'Europe doit définir une stratégie pour résoudre les crises mondiales (notamment le conflit israélo-arabe), assurer une part de stabilité mondiale, développer des outils afin d'assurer une réelle vérification, renforcer les pouvoirs d'inspections de l'AIEA. Car malgré le Traité de Non Prolifération (1998) et les accords successifs de réduction de l'armement nucléaire SALT I (1972), SALT II (1979), START I (1991), la prolifération se poursuit et le TNP se retrouve affaibli par les crises. La mise en place d'une nouvelle stratégie globale de non-prolifération est donc primordiale. Elle est une première étape indispensable au désarmement global que nous soutenons. En effet, le nucléaire n'est plus la réponse à un impératif de stabilité. La crise des missiles de Cuba nous montre que cela n'a jamais été véritablement le cas. S'il n'est pas possible de désinventer l'atome, il est tout à fait envisageable de contrôler son utilisation, grâce aux capacités de renseignements humain et satellitaire. En tombant entre les mains de dictatures et de régimes instables, le nucléaire militaire est devenu une menace susceptible de déstabiliser des régions entières, comme le Moyen-Orient. La dernière et unique solution est donc bien celle d'un Global Zero, c'est à dire d'un retour à l'esprit du TNP.

## **Le conflit afghan et l'action militaire française**

La mission des soldats français déployés sur le théâtre d'opération afghan doit être redéfinie. En effet, il apparaît aujourd'hui de façon de plus en plus criante que la France ne participe plus à de simples opérations de maintien de la paix mais qu'elle est engagée dans une guerre qui ne veut pas dire son nom.

Nous nous sommes inquiétés à de nombreuses reprises depuis 2001 du niveau d'équipement et de sécurité de nos forces armées déployées dans ce pays. Nous n'acceptons pas que de très jeunes citoyens français soient exposés, en danger, en raison de la faiblesse des investissements et des contraintes budgétaires.

Plus généralement, notre présence en Afghanistan ne saurait se justifier ni par les expressions de « guerre contre le terrorisme » ou de « combat pour la liberté » reprises à tout va par les responsables de la majorité présidentielle ; ni par la logique d'alignement atlantiste du chef de l'Etat. Ainsi, l'envoi de renforts en 2008 a été décidé sans concertation avec nos partenaires européens, en renforçant la légitimité de l'OTAN comme force d'intervention internationale au détriment d'une force européenne. Elle est intervenue à un moment où la France réduisait son effort de défense et devait faire face à des déficits publics importants.

Cet engagement militaire nécessite un débat et un vote au Parlement, qui prennent en compte nos intérêts stratégiques et politiques à l'échelle de la nation et de l'Europe tout entière. Seule cette discussion et ce débat permettront de confirmer notre présence ou de nous retirer de ce conflit.

Les Etats-Unis vont définir en juillet 2011 le calendrier de sortie du conflit afghan, faisant de ce sujet l'un des enjeux principaux de la campagne présidentielle française de 2012. Quelle que soit la décision américaine, les socialistes devront se préparer à cela. Le premier constat relève de l'évidence : nous ne pouvons rester en Afghanistan si les Américains décident de se retirer. Dans le cas inverse, nous devons nous positionner en fonction du calendrier proposé et des objectifs politiques et militaires en terme de fin du conflit. S'il n'y a pas une redéfinition de l'engagement de la coalition, avec la prise en compte des rôles de l'ONU et de l'UE et la définition d'objectifs clairs accompagnés d'un calendrier de retrait à court terme, la place des soldats français ne sera plus en Afghanistan.

Enfin, il est urgent de retisser le lien entre l'armée et la nation. Des soldats français meurent chaque mois en Kapissa, sans que personne ne s'en émeuve. Cela témoigne d'une cassure manifeste entre les citoyens et ceux qui donnent leur vie à la Patrie, en notre nom à tous.

### **3. Quelle vision ambitieuse et réaliste de l'avenir de l'Europe les socialistes peuvent-ils défendre dans les années qui viennent ? Quelles stratégies d'alliance peuvent-ils suivre, quelles propositions doivent-ils défendre sur le périmètre, les institutions, les politiques ?**

« La crise la plus grave de l'histoire de l'Union européenne ». Ces mots ne sont pas ceux d'un analyste politique friand de déclarations alarmistes mais du Premier ministre socialiste espagnol, José Luis Zapatero. Et son constat semble malheureusement juste.

Car ce à quoi l'Europe est confrontée aujourd'hui n'est pas une énième crise institutionnelle ou un problème politique mineur. Il s'agit d'une crise financière et économique extrêmement grave dont les conséquences sociales se font déjà sentir de manière dramatique, au point que certains redoutent une « nouvelle crise de 29 ».

#### **Une crise qui révèle l'échec des politiques néolibérales**

Le mal dont souffre l'Europe, et dont cette crise est le symptôme, n'est pourtant ni nouveau, ni inconnu : nous sommes en train de payer le prix de plusieurs décennies de politiques libérales imposées par les tenants de la pensée dominante.

Et l'Union européenne apparaît d'autant plus impuissante face aux effets pervers de la dérégulation et du tout-marché, que la droite a fait le choix de la priver des principaux instruments de politique économique nécessaires à la relance de la croissance et de l'emploi. Son budget est plafonné à 1% du PIB européen et la Banque Centrale Européenne (BCE), dont l'indépendance a été constitutionnalisées, s'est vue assigner comme seul objectif la stabilité des prix.

Le seul outil de pilotage économique existant au niveau européen est le Pacte de stabilité. D'où ce constat aberrant : la première entité économique mondiale est organisée sur la base d'une poignée de chiffres fixés il y a plus de dix ans selon une méthode prétendument scientifique.

Mais ce qui frappe le plus dans la période actuelle est l'incapacité du politique à s'opposer à la loi des marchés. Une crise monétaire est toujours une crise du politique et ce n'est qu'en réarmant le politique que l'on pourra s'en prévenir.

Certes, on peut se féliciter de la décision des chefs d'Etat et de gouvernement de créer le Fonds européen de stabilité financière et d'autoriser la BCE à racheter à taux quasi nuls une partie d'une dette nationale.

Mais que d'atermoiements pour en arriver là ! Alors que les Etats membres avaient été relativement prompts à soutenir les banques, ils se sont montrés beaucoup plus réticents à venir en aide à la Grèce et il a fallu la crainte d'une contagion à l'ensemble de la zone euro pour qu'ils se résignent à intervenir. Le fameux couple franco-allemand, traditionnellement considéré comme « moteur », s'est une nouvelle fois révélé être un frein, Nicolas Sarkozy se faisant d'une étonnante discrétion et Angela Merkel s'illustrant en championne de l'égoïsme national, allant jusqu'à suggérer à la République hellénique d'abandonner la monnaie unique. Une telle réaction n'a cependant rien de surprenant de la part du Président français et de la Chancelière allemande, tous deux chantres du libéralisme et de l'orthodoxie budgétaire.

A l'inverse, l'ensemble des leaders socialistes européens ont immédiatement appelé à la solidarité européenne; alors même qu'il aurait été facile de stigmatiser le laxisme et les mensonges des conservateurs grecs qui étaient au pouvoir au moment de l'entrée de leur pays dans la zone euro.

Une différence d'attitude révélatrice de l'existence de deux conceptions de l'Europe aux antipodes l'une de l'autre.

## **Contre une Europe du laissez-faire et du chacun pour soi, un projet politique qui place en son cœur le citoyen et la démocratie**

Contrairement à la droite, pour qui l'Union européenne n'est qu'un grand marché dont le but ultime est de garantir les conditions d'une concurrence pure et parfaite entre Etats membres et entre entreprises, les socialistes ont une véritable vision pour l'Europe. Celle d'une Europe politique, porteuse d'un modèle social et d'un idéal de civilisation. Nous ne sommes pas pro-européens par défaut ou par conformisme ; nous sommes pro-européens parce que nous croyons dans la raison d'être de la construction européenne : bâtir un espace de paix et de liberté, dans lequel les intérêts nationaux sont transcendés par l'unité des peuples un espace dans lequel l'élévation des niveaux de vie et la solidarité permettent une maîtrise commune de notre destin dans un monde globalisé.

Telle était d'ailleurs l'ambition des pères fondateurs de la construction européenne, avant qu'elle ne soit dévoyée.

La crise actuelle doit être l'occasion de renouer avec cette ambition. A l'aveuglement dogmatique de la droite, dont la seule réponse consiste, en pompier pyromane, à imposer des plans de rigueur à des populations déjà fortement éprouvées, nous sommes en capacité d'opposer un projet politique. Un projet qui a pour cœur la démocratie, un projet humaniste.

Nous refusons de voir l'avenir de millions de citoyens européens dépendre des diktats du pouvoir de l'argent et des caprices des marchés. Et si l'urgence est de se doter d'un arsenal juridique permettant de réguler efficacement la finance mondiale, à plus long terme, l'Union européenne a besoin d'un véritable gouvernement économique et d'un budget de type fédéral, reposant en partie sur des ressources propres. C'est en effet par une coordination efficace des politiques macro-économiques à l'échelle du continent que nous pourrions tous ensemble retrouver durablement le chemin de la croissance et du plein emploi.

L'Europe que nous voulons est aussi et avant tout une Europe sociale, qui protège et émancipe ses citoyens, que ce soit dans leur vie privée, au travail ou en tant que consommateurs. Nous demandons depuis longtemps une harmonisation des normes sociales et fiscales afin d'empêcher le recours au dumping, qui incite à des comportements de « moins-disant » et sape le vivre-ensemble. Les salariés doivent partout en Europe se voir reconnaître les mêmes droits en matière de salaire minimum, de conventions collectives, de temps de travail, d'égalité hommes-femmes ou encore de statut des stagiaires. Quant aux services publics, instruments majeurs de cohésion et de justice sociale, ils doivent être non seulement préservés mais renforcés.

L'Europe des socialistes est également une Europe qui œuvre pour un autre modèle de développement, respectueux des hommes et de la planète. L'Union européenne a déjà pris de nombreuses initiatives dans le domaine de la défense de l'environnement et de la lutte contre le dérèglement climatique, notamment en matière de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Mais la situation est tellement critique qu'il est impératif d'aller au-delà et de réfléchir à de nouveaux modes de production, de nouveaux choix énergétiques, etc.

Enfin, l'Europe, souvent qualifiée de « nain politique » par opposition à son statut de géant sur le plan économique, doit chercher à s'affirmer davantage sur la scène internationale. Cela passe par une approche plus humaine et responsable de la gestion des flux migratoires et de l'accueil des immigrés, un accroissement des efforts en matière de coopération et d'aide au développement, une politique de juste échange, la mise en place d'une vraie défense européenne ou encore la réforme et la démocratisation des institutions internationales multilatérales.

## **4. Quelle orientation la France et l'Europe devraient-elle défendre demain dans les discussions sur l'évolution des règles du commerce mondial ?**

### **Quel contenu donner notamment au concept de « juste échange » ?**

Les néolibéraux ont réussi à insuffler jusque dans les rangs socio-démocrates l'idée que le protectionnisme était un choix politique xénophobe et rétrograde. Nous nous sommes donc privés d'un instrument de politique économique, au même titre que l'Europe s'est privée de politique monétaire, ce qui a été fortement remis en cause avec la crise grecque. L'heure n'est plus au libre-échange. Il faut donc repenser la question des échanges internationaux, vers plus de justice. C'est tout le sens du juste échange.

### **Pourquoi le juste échange ?**

L'existence d'une fiscalité aux frontières a longtemps été la norme. La création du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT, accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en 1947, qui deviendra l'OMC en 1994, a marqué le début de la réduction des droits de douanes, jusqu'à devenir portion congrue aujourd'hui. Il s'agit d'une approche néolibérale, bien loin de nos ambitions et valeurs socialistes.

### **Ne pas se priver d'un outil de politique économique**

En refusant d'instaurer une fiscalité juste aux marchandises entrant et sortant sur le territoire, nous acceptons de nous priver d'un instrument de notre politique économique. Il ne s'agit en aucun cas ici de défendre l'idée que le rôle des Etats ou de ses groupements est de défendre fermement ses intérêts commerciaux au mépris des valeurs internationalistes qui nous animent, mais de militer pour l'instauration de mécanismes de justice sociale, économique et environnementale. Le but n'est pas de favoriser des produits nationaux face à d'autres, mais d'assurer une équité sur le marché international et ainsi lutter contre les dumpings de tous ordres et aux délocalisations d'activités en résultant.

Il est souvent dit qu'une telle mesure pénaliserait le développement des pays les moins industrialisés. Il est nécessaire de prendre en considération cet aspect en assurant la progressivité de la taxe, mais il convient de garder à l'esprit que l'objectif est le développement de tous. Ces droits douaniers conditionnés à des critères relatifs aux progrès sociaux, économiques et environnementaux des Etats ne peuvent que les tirer vers le haut.

### **Parce que nos modèles de société coutent chers**

Si le coût des marchandises françaises est élevé, c'est en partie parce que le coût du travail est élevé. Et il faut s'en féliciter. Cela signifie que les salaires sont à un niveau globalement convenable et que le système de protection sociale est étendu. De même, ces marchandises sont généralement de bonne qualité, fruit d'un investissement important dans la recherche et l'innovation. Mais cela a un coût. De même, faire le choix de la protection de l'environnement a un coût économique important.

Face à cela, des entreprises choisissent de délocaliser leur production. Ils font alors peser aux travailleurs des pays des Suds des contraintes fortes en termes de salaire, de protection sociale, d'exposition à des produits nocifs et de dégradation de leur environnement. Cela ne doit plus être accepté.

### **Quelles mesures pour mettre en place ce juste échange ?**

Une taxation sociale, économique et environnementale : Instaurer une contribution « climat énergie », s'appliquant sur tous les produits pour renchérir les produits importés d'en dehors de l'Union Européenne du fait du lourd coût carbone de l'importation. Le coût carbone doit être définie en tenant compte de l'ensemble du cycle de vie du produit de sa fabrication à son recyclage ou pis son incinération. En ce sens, le même type

de produit n'a pas le même prix en fonction de son impact sur l'environnement et l'achat de bien « durable » serait ainsi favorisé. L'idée est bien que pour un même type de produit, celui-ci serait taxé différemment en fonction du coût carbone global du produit (de sa conception à son recyclage) et de son efficacité énergétique. Cette taxe permet également de lutter contre les délocalisations environnementales, comme par exemple des industries cimentières qui menacent de quitter l'Europe en cas d'instauration d'une taxe carbone ou de nouvelles mesures les contraignant à réduire l'impact sur l'environnement de leur processus industriel.

Réinstaurer des droits de douanes, qui prennent en compte les effets des dumpings sociaux, économiques et fiscaux. Ils permettrait de corriger les inégalités instaurées par ceux-ci et d'encourager les pays favorisant le dumping à augmenter leurs standards économiques et sociaux, notamment en instaurant des normes sociales minimales en lien avec l'OIT. L'enjeu n'est pas d'instaurer une concurrence déloyale entre travailleurs mais de lutter contre l'utilisation par les multinationales des différentiels de salaires et de droits sociaux.

Enfin, il est indispensable de redéfinir la Politique agricole commune et les Accords de Partenariat Economique (APE) avec les anciens pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique).

### **Une mesure européenne**

Il est indispensable de mettre en place un tarif extérieur commun à l'échelle de l'Union européenne, la seule organisation légitime et efficace pour mettre en œuvre une telle politique commerciale. Toutefois, il est indispensable de mettre en place parallèlement à cela des politiques volontaristes de réduction de inégalités entre les pays de l'UE.

## 5. Quelles solidarités, quelles aides ou quelles facilités accorder pour faciliter le développement des pays les plus pauvres ? Comment appréhender la transition des économies, le développement, la compétition pour l'accès aux ressources, les flux migratoires ?

### Constat

#### Un espace marginalisé politiquement et économiquement sous tutelle

Commençons par un constat honnête sur l'état de ce qui fut appelé au cours des cinquante dernières années, le tiers monde, puis les Suds. Les Suds, terme désignant les pays situés pour la plupart dans l'hémisphère sud et caractérisés par leur pauvreté (ils ne détiennent que 20 % de la richesse mondiale, alors qu'ils représentent 85 % de la population globale) ainsi que la faiblesse de leur niveau de développement. Ces pays, indépendants (ou déclarés comme tels) sont le fruit des décolonisations des 19ème et 20ème siècles pour la plupart, anciens membres des deux blocs (Est ou Ouest), ils sont depuis lors dépendants politiquement et économiquement des pays du « Nord ».

Isolés politiquement, ils sont coupés les uns des autres et bâillonnés par les pressions des pays industrialisés. Représentant une majorité de voix à l'ONU, ils sont cependant inaudibles dans les institutions internationales. Servant parfois d'alibis ou encore d'objets témoins pour justifier des interventions économiques et militaires.

Premier débiteur du FMI, ils n'y ont aucun pouvoir de décision ; tributaires de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, ils ne peuvent influencer sur ses prises de position politique.

Le sommet de Copenhague est la preuve de cette utilisation diplomatique par les pays dit « du Nord ». Ainsi les démarches du Président Sarkozy pour rallier le président Lula (Brésil) à ses positions se sont faites au détriment des positions prises par la plupart des pays d'Amérique du Sud. De même, c'est en utilisant la Chine et l'Inde comme prétexte que les Etats-Unis ont réussi à empêcher un véritable accord chiffré sur le climat.

Les pays du Sud sont harcelés économiquement pour leur main d'œuvre, leurs ressources naturelles et les nouveaux marchés qu'ils représentent pour nos économies mondialisées. Les mots qu'exprimaient Jules Ferry pour promouvoir la colonisation sont toujours d'actualité, il s'agit encore aujourd'hui, d'importer des matières, d'exporter des produits ainsi que des savoirs, et bien sûr de « civiliser ». Cet équilibre est aujourd'hui assuré par la transformation des institutions internationales telles que le FMI ou la Banque Mondiale ayant pour objectif originel d'aider les Etats dans leur développement et sont en réalité devenues les têtes de pont du modèle libéral dans les pays émergents. Il nous faut dénoncer leurs comportements qui ont, comme en Argentine, compromis le développement et remis en cause les acquis sociaux en créant des crises économiques et politiques à répétition.

Ainsi des pays comme le Vietnam sont aujourd'hui devenus des lieux de production de masse de produits destinés à la consommation européenne au mépris du droit du travail et même parfois des droits de l'Homme. Les pays comme le Niger, sont tout simplement dépossédés de leur ressources naturelles, en l'occurrence l'uranium, par des multinationales dont l'Etat est parfois actionnaire (exemple : Areva) entretenant souvent une instabilité politique continue dans les pays visés.

#### Un espace hétérogène

Il ne faut cependant pas jouer la carte du misérabilisme pour traiter de la question des Suds. Il faut avant tout constater les capacités économiques immenses de ces pays riches culturellement, économiquement de leur environnement et de leur population. Il nous faut ensuite souligner le fait que le Sud est pluriel. La dernière

décennie a vu l'expansion de géants économiques et diplomatiques régionaux tels que la Chine, l'Inde et le Brésil. Cette capacité nouvelle donne l'illusion d'une meilleure représentation des pays du Sud au niveau mondial mais il n'en est rien.

Ces nouvelles puissances régionales et mondiales reproduisent les actions des puissances européennes: néocolonialisme, protectionniste... La poussée des intérêts chinois en Afrique traduit ces nouvelles tendances.

Ces puissances montantes incarnent, pour la diplomatie mondiale, de nouveaux interlocuteurs soi-disant représentatifs de leur zone géographique respective (Asie, Amérique...) laissant les autres pays sans influence sur les événements mondiaux (exemple Copenhague).

## **Propositions**

### **Représentativité**

Au delà d'une refonte des institutions internationales et du développement des organisations régionales, il faut faire cesser la logique des exclusivités diplomatiques (France-Afrique par exemple) ainsi que les échanges bilatéraux en mettant en place des rencontres régulières entre nos représentants internationaux au niveau européen et ces nouvelles instances.

### **Développement**

Nous devons promouvoir la mise en place de politiques agricoles communes à l'échelle des continents en développement (Amérique du sud et Afrique en particulier) pour favoriser le retour d'une agriculture vivrière, lutter contre la monoculture (dommages environnementaux et humains) et l'esclavage.

Les aides alimentaires ne doivent être envoyées qu'avec la garantie de préserver les économies agricoles locales, toute réponse à une crise alimentaire doit se faire sur le court mais également sur le long terme.

Nous devons permettre l'établissement d'échanges économiques transparents en établissant un cahier des charges international sur les appels d'offre publique dans les pays émergents pour éviter les complicités, les commissions et les rétro-commissions. Ces pratiques ont amené le développement d'élites corrompus, de marchés opaques et le pillage des ressources naturelles des pays les moins avancés.

Trouver des débouchés différents aux politiques menées par le FMI dans les pays du Sud, à savoir des perspectives pour les catégories moyennes et pauvres de la population. Les interventions actuelles du FMI ne permettent de restaurer qu'une croissance molle qui ne profite qu'aux classes très supérieures de la population.

Faire que tout prêt du FMI ait pour condition non pas de réclamer un plan d'austérité mais de demander au pays débiteur un plan de développement de l'IDH (indice de Développement Humain) dans son pays.

Enfin, la question des migrations devra être totalement repensée sur le long terme, loin des réflexes électoralistes et court-termistes de la droite qui pratique en la matière une politique inhumaine.

## 6. L'Euroméditerranée, un nouvel espace ?

Dans ce monde multipolaire et globalisé, l'Europe demeure l'échelon le plus pertinent pour mener à bien des politiques efficaces et efficientes. Elle a réussi le défi de construire un grand ensemble au Nord, il lui reste maintenant à réussir l'autre partie, celle de sa Régionalisation, en accélérant son intégration avec le Sud et l'Est de la Méditerranée.

La Méditerranée peut ouvrir à l'Europe des espaces de croissance durable et solidaire et réciproquement, l'enracinement des pays du sud à une Europe forte peut renforcer notre communauté de destin. Les pays européens ont besoin du dynamisme démographique de la rive sud; l'immigration des pays du sud est une des clés de la sauvegarde des États-Providences d'une Europe vieillissante. Le Sud et l'Est de la Méditerranée ont besoin du savoir-faire d'une Europe solidaire pour affronter le choc de l'intégration économique mondiale. Les deux rives ne doivent pas être vues comme concurrentes mais comme complémentaires et interdépendantes.

En effet, il n'est pas à exclure que l'axe méditerranéen puisse constituer la grande œuvre géopolitique du XXIème siècle sans retomber dans les travers du passé colonialiste qui marque encore tristement nos mémoires. C'est une partie de la paix du monde qui se joue, avec le renforcement du dialogue entre les pays de la rive sud et de l'Europe (Israël, Palestine, Égypte, Syrie, Liban).

L'Union Pour la Méditerranée n'est à ce jour qu'un embryon politique, elle n'existera que lorsque l'intérêt général de la région dépassera enfin les intérêts particuliers des nations qui la composent et ceux qui les dirigent.

Cette union devra consacrer le cadre politique d'une région Nord-Sud méditerranéenne.

Pour réussir ce défi, l'UPM devra revenir sur le processus de Barcelone. Adopté en 1995 par les principaux dirigeants euro-méditerranéens, cet accord n'a abouti qu'à la mise en place d'une zone de libre-échange, sans prendre en compte les conséquences sociales et environnementales de ces mesures, ni les aspirations démocratiques des peuples.

Le processus de Barcelone doit être revu en l'axant sur de nouvelles priorités :

- Économiques, sociales et écologiques :
  - Harmonisation par le haut des réglementations sociales, fiscales et écologiques.
  - Modernisation des structures économiques et sociales.
  - Développement partagé.
  - Construire un marché commun équitable protégé par un tarif extérieur social et écologique.
  - Favoriser l'émergence d'un tissu d'entreprises vertes pour répondre aux enjeux de la croissance verte.
- Politiques et démocratiques :
  - la mise en place d'un dialogue entre institutions politiques, global, régulier et respectueux des différences.
  - l'ensemble des États doivent s'engager à respecter les droits de l'Homme et les libertés fondamentales (suffrage universel, liberté d'expression, liberté de la presse, multi-partisme, droits des femmes, liberté de croyance, liberté syndicale...)
  - lutter contre le terrorisme, l'ensemble des trafics mafieux et les filières d'immigration clandestines.

- Culturelles, sociales et humaines :
  - Faciliter la compréhension mutuelle et le dialogue entre les peuples (dialogue interculturel et interreligieux)
  - Ne plus considérer l'Europe comme une forteresse infranchissable et faire de l'immigration un atout pour les deux rives (faciliter les allers-retours entre les pays des deux rives et lutter contre l'immigration clandestine)
  - Favoriser de la mixité et le multiculturalisme en s'appuyant sur la société civile.

Même si le cadre politique de l'Union Pour la Méditerranée est posé, de nombreux obstacles restent encore à franchir. L'économie est amenée à jouer un rôle déterminant comme ce fut le cas dans l'histoire de la construction européenne. Une plus grande coopération économique, qui n'opprime pas les peuples, pourrait favoriser les échanges et surmonter les différents politiques. L'union Pour la Méditerranée, doit donc prendre en compte la volonté de voir plus loin qu'une simple zone de libre échange. Elle doit également permettre de mener de véritables politiques régionales pour la sauvegarde de biens communs des deux rives, comme l'eau et les ressources naturelles.

La construction régionale doit passer par la création de passerelles entre les collectivités territoriales (métropoles, régions). Pour vaincre les préjugés, l'éducation des nouvelles générations doit être le cœur des politiques euro-méditerranéennes (histoire partagée, apprentissage des langues, partenariat dans le cadre du service civique, extension des dispositifs type erasmus).

Des initiatives communes sont déjà en projet comme la dépollution de la Mer Méditerranée, ou le financement des centrales électriques éoliennes (Maroc) ou solaires (Algérie).

Les défis qui s'offrent à cette région sont immenses, mais la volonté politique et l'aspiration des peuples à vivre ensemble doit venir à bout des obstacles et des préjugés.